



PACIF a.s.b.l.

Paysans Actifs Contre l'Ignorance et la Faim

B.P. 42 Uvira/Sud-Kivu (R.D.CONGO)

Tél. +243 0997721839 +243 853794002

E-mail : pacifcongo@gmail.com

Siège Social : Uvira, République Démocratique du Congo

ONG d'appui aux Urgences et au Développement durable

RAPPORT ANNUEL DES ACTIVITES 2014



Nos résultats orientent nos perspectives : ***Consolider les acquis et Savoir évoluer.***

Recherche effectuée par les Départements de : l'Information, Formation, Recherche et Communication et celui de Droits humains, Paix et Gouvernance (Protection et promotion des droits) : Genre, Enfance et Accès équitable à la justice et aux ressources naturelles de PACIF.

Mars 2015

AVANT -PROPOS

Le grand moment de faire le bilan de notre exercice social 2014, il est de notre devoir de présenter le haut et le bas auxquels nos sommes parvenus à réaliser tout au long de notre parcours de l'année 2014.

Lé présent rapport n'est une œuvre d'un seul individu mais plutôt une conjugaison d'effort d'un groupe de personnes, de toute la communauté qui ont choisi de travailler pour « l'avoir plus » « l'être plus » en un mot le mieux-être social de la communauté.

Il nous revient maintenant de remercier et témoigner notre gratitude à nos partenaires : UNICEF, MDA (Médecin d'Afrique), AAI (Action Aid International R D Congo) , RHA (Rebuild Hope for Africa RDC), Louvain Développement a travers le Réseau RPMS, et les autres partenaires locaux, les Zones de Santé de Nyangezi, Ruzizi, Kitutu, Shabunda, les autorités politico-administratives, coutumières locales et les Eglises qui nous ont prêté mains forte dans nos actions.

PACIF asbl est une organisation caritative nationale au service de la femme et de l'enfant. Elle défend les droits de la femme et de l'enfant au bonheur, à l'éducation, à la santé et à la sécurité.

Elle place leur réalité au centre de toutes ses actions.

Et avec les femmes et enfants, l'Organisation aide à bâtir un monde meilleur plein de justice et de respect pour les générations présentes et à venir.

PACIF apporte des secours d'urgence et mène des projets et de développement à long terme et des programmes de prévention dont le but est d'aider les femmes et enfants, leurs familles et communautés à devenir autonomes.

L'organisation PACIF tire ses enseignements de la réalité de la vie des femmes et enfants et organise des campagnes pour trouver des solutions aux problèmes auxquels ces derniers sont confrontés.

Qu'ils trouvent ici l'expression de notre franche et sincère gratitude et considération.

Nous disons une fois de plus merci pour les éventuels appuis à notre égard.

Nous remercions enfin, à tous ceux qui, de près ou de loin, ont apporté leurs parts à l'Organisation PACIF asbl, spécialement ses membres, les hommes de bonne volonté et organisations locales partenaires non cités, toute la population de nos Zones d'intervention en particulier et de toute la province en générale et sans oublier son cible privilégiée dont les FEMMES et ENFANTS vulnérables notre cible.

Le présent rapport ferme les pages d'action 2014 et ouvre celles de l'année 2015, une année de paix, d'espoir et de décision pour les peuples de la R D Congo.

1. INTRODUCTION

PACIF asbl (Paysans Actifs contre l'Ignorance et la Faim) est une organisation humanitaire et de développement œuvrant dans la protection et la promotion des droits humains. Etant une organisation caritative locale au service de la femme et de l'enfant .Elle défend le droit de toutes les femmes et enfants au bonheur ; à l'éducation ; à la santé ; et à la sécurité ; bref elle place leur réalité au centre de toutes ses actions. Ce rapport concerne les activités réalisées pour l'année 2014 sous le partenariat de ses partenaires et dont les bénéficiaires sont les hommes ; les femmes et les enfants.

Les asbl naissent, se développent et peuvent aussi cesser d'exister. Pour le cas de PACIF, nous œuvrons en faveur de droit de femmes et enfants en luttant contre l'ignorance et la Faim, deux fléaux du Tiers-Monde dont « l'ignorance et la Faim ». Le contexte a évolué et PACIF suivait. Mais son évolution est il adapté aux objectifs et mission qu'il s'est donnés ? Ne faut-il pas capitaliser au contraire les résultats de nos nombreux projets et initiatives qui laissent émerger de nos actions l'impératif de lutter pour l'accès de nos bénéficiaires à la terre comme stratégie pour l'atteinte de nos buts? Loin de se limiter au constat de résultat et de son expérience, PACIF vient de réaliser une étude participative dont voici l'essentiel.

2. METHODOLOGIE

Nous sommes partis d'un constat : il ya presque 20 ans depuis que PACIF a vu le jour. Vingt ans d'action, vingt ans d'urgence. Un lot de malnutris succède à un autre, Comme un lot de déplacés en succède un autre. Dans les réflexions avec nos bases les langues se déliaient petit à petit et le foncier, entouré de ses considérations traditionnelles discriminatoires à l'égard de femmes, régi par deux systèmes aux institutions opposées et conflictuelles, n'avait cessé de caracoler en tête des problèmes majeurs menant à la malnutrition, insécurité alimentaire et pauvreté surtout pour la femme et les enfants orphelins. En clair plusieurs rencontres ont été organisés avec les femmes rurales, les enfants, les agriculteurs, les leaders locaux les églises et les coutumiers autour des thèmes relatifs à la lutte contre la malnutrition et à l'insécurité alimentaire, à l'accès de femmes à la terre, la promotion du genre, l'exploitation des enfants dans les forces et groupes armés, lutte contre les violences faites à la femme, l'autonomisation de la femme rurale, la participation de la femme à la prise de décision et dans la gestion et résolution de conflit

Pourquoi et pour quels objectifs intervenons-nous dans le domaine foncier et de droit d'accès aux ressources naturelles ? L'étude menée par PACIF depuis 2011 témoigne :

Nos résultats orientent nos perspectives :

Consolider les acquis et Savoir évoluer.

Nos interventions depuis 1992 se sont concentrées dans les domaines de la Sécurité alimentaire, Santé-Nutrition et VIH/Sida, Assistance d'urgences aux déplacés et retournés en NFI (No Food Items), de l'entreprenariat féminin et de la Protection des enfants (la

démobilisation et réinsertion des enfants associés aux forces et groupes armés), de l'Education civique. Nous étions et restons actifs dans le domaine de protection et promotion de droits de la femme et des Enfants surtout. La femme rurale et l'enfant sont notre cible de prédilection entant que personnes vulnérables.

Nous nous sommes ainsi presque spécialisés dans ces domaines où nous avons eu à implémenter plusieurs projets avec l'appui de plusieurs partenaires dont le plus récents sont : l'UNICEF, PAM, FAO, UNHCR à travers ACTED, SAVE THE CHILDREN UK, CORDAID Bureau des Urgences de Bukavu, ACTION AID INTERNATIONAL RDC, ACTION CONTRE LA FAIM, MEDECINS D'AFRIQUE, LOUVAIN COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT à travers RPMS, La MONUSCO, la Coalition International pour mettre fin à l'utilisation des enfants soldats et autres appui conseils des organisations partenaire dans la protection de la femme et enfant. L'appui de ces bailleurs a permis l'amélioration de la vie de nos compatriotes pour ne pas dire sauver. Notre cible en est consciente et a toujours présenté sa gratitude. Cependant il se fait que, malgré le résultat combien appréciable de nos projets, les femmes rurales congolaises et les enfants ne sont pas encore au bout de leur peine quant au problème et conséquence de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition et le violation des droits de l'enfant. Ces résultats gardent toujours un aspect non durable. Même les interventions passées suite à la situation quasi permanente de conflits armés que connait notre zone d'intervention se sont plusieurs fois passées dans un cadre d'intervention d'urgence.

Pour le moment, loin de dire que la situation est stabilisée, nous n'enregistrons plus des grands déplacements de populations au contraire il ya suffisamment d'IDPS et réfugiés qui rentrent dans leur milieu. Cependant cela ne nous empêchent pas d'être prudents car les groupes armés, les rebellions à connotation tribalo ethnique, les locales défenses resurgissent de plus bel. Les tensions interethniques qui perdurent et s'amplifient, Les affrontements interethniques dans la plaine de la Ruzizi (Mars 2014), la crise du pouvoir coutumier, la multiplication des conflits fonciers, tueries et vols impliquant les groupes armés, les FARDC... sont autant de signes qui non seulement nous encouragent à intervenir dans ce domaine mais surtout à demander à ce que plusieurs acteurs s'y intéressent à temps pour que des actions de prévention prennent la place des actions d'urgence humanitaire. A ce point nous soulignons déjà l'arrivée en Novembre 2014 de plus de 175 policiers d'intervention rapide dans les localités de plaine de la Ruzizi à problème.

Ces enquêtes ont permis aux participants- nous y compris, de reconsidérer leur contexte, d'analyser leur situation, d'échanger entre eux et de prendre d'engagement d'agir.

Au delà des aspects alimentaires et nutritionnels se trouve la consolidation de nos premières interventions

Bientôt vingt ans de notre existence et depuis plusieurs années nos interventions sont d'urgences que durables. La communauté locale et notre cible demeurent reconnaissantes aux efforts des acteurs tant nationaux qu'internationaux pour leur avoir été venu en aide. Cependant, un constat est que il ya un cercle vicieux. Car les interventions précédentes si elles ont permis de sauver de vies elles ne permettent pas de vaincre la cause, la racine. Une de racine, souvent décriée par les femmes que nous encadrons, est le fait de la coutume et tradition discriminatoire à l'encontre de la femme et de l'enfant en matière d'accès à la terre et dans les sphères de prise de décision et de gestion de conflits. Cependant, au vue de la situation sur terrain nous pouvons affirmer aisément qu'elles sont même plus concernées que les hommes.

Nos valeurs et normes qui influencent nos décisions sont elles bonnes ? Le recours à nos traditions et coutumes ne doit pas être absolu.

Cependant, nous savons que pour de millions des ruraux, c'est vrai, l'accès à la terre et aux ressources naturelles en générale est la condition sine qua non de réalisation des autres droits humains. L'accès à la terre procure travail, logement stable, identité, reconnaissance, sécurité alimentaire, pouvoir, ...

Pour nourrir sa famille et procurer les soins nécessaires à ses enfants, la femme dépense plus d'énergie qu'elle n'en récupère. Rares sont ceux qui au village achète la terre. La terre passe de main à main par la succession et l'héritage. Cependant, la femme selon nos coutumes n'est pas jusqu'ici éligible à succéder à son père ou à son mari. Elle travaille une terre qui ne lui appartient pas; même la récolte ne lui appartient pas. C'est son mari qui décide de ce qu'on ferait de produit de son travail. La situation est alarmante pour celles qui ne se sont pas marié ou celles qui ont divorcées. Obligées de rester dans le toit paternel alors que à la mort de son père, elle est abandonnée à la Mercy de ses frères qui, à tout moment, peuvent décider de vendre la parcelle reçue en succédant discriminatoirement à leur père .

Ici nous insistons sur le cas de femmes mais les enfants orphelins de père souffrent tout autant que les femmes. Souvent ceux qui décident de les garder en profitent pour s'approprier de biens de leur père. Ainsi à leur majorité, ils ont des difficultés à récupérer leurs champs et parcelles qui seront déjà partagés entre membre de la famille élargie ou tout simplement vendues. Nous n'ignorons pas que dans les villes les choses sont entrain d'être boostées et que dans quelques cas rarissimes dans les villages il ya des jeunes filles et de femmes qui ont reçus de leurs maris ou de leurs familles une parcelle. Ces cas sont toujours en Marge de la société.

Pas à pas vers l'égalité de sexe dans nos communautés locales. Les associations en première ligne.

Cela ne veut pas dire que le combat pour la promotion des droits de l'enfant et de la femme est un échec. La situation change. La présence des ONG au niveau local est entrain d'influencer positivement. Les hommes, même le plus coutumiers du village, une fois qu'ils sont présents dans nos ateliers apprennent à se mettre à coté des femmes, à discuter, à raisonner avec elles et même à concéder et à se faire diriger et représenter par elles. La mobilisation de femmes et le fait de voir aujourd'hui dans nos milieu ruraux des enfants filles et garçons aller à l'école et obtenir de diplômes est une des manifestations que les mentalités sont entrain de changer.

Les études étant payables et même très chères par rapport au pouvoir d'achat des ménages, le fait que certains parents payent pour leurs filles jusqu'à l'université prouvent à suffisance le changement qui est entrain d'arriver. On peut dire que c'est par là que ça commence. Les vieux du village, les gardiens de coutumes et les ruraux ont peur du changement. Les hommes ont peur du changement.



Sensibilisation et Mobilisation des femmes à Nyamutiri. La participation des hommes aux activités sur la promotion du genre vainc la résistance et fait ressortir l'évidence.

Si dans nos ateliers les discours évoluent, dans la pratique surtout au village la discrimination reste encore visible par rapport aux tâches quotidiennes et ménagères. Le développement ne se fait pas non plus en un jour. C'est un processus bien sûr ! Là encore les filles sont entrain de surprendre. Elles sont surchargées en famille mais parviennent à étudier et réussissent bien et quelque fois mieux que leurs homologues de l'autre sexe.

La dynamique est en marche.



Sensibilisation et Mobilisation des femmes à Kamanyola (Plaine de Ruzizi).

Tout ce qui est dit ci haut annonce le changement qui est entrain de venir. Les plus traditionnels et coutumiers se lamentent de voir de nouvelles habitudes être promues. Il ya une certaine perturbation de l'équilibre psychique. Ils ne comprennent pas que la femme puisse parler dans une assemblée d'hommes, qu'elle se mette debout et que les hommes écoutent et réagissent poliment à ce qu'elle dit. Qu'elle contredit les assertions des hommes et proposent les siennes qu'on leur dit qu'ils ont les même droit et même foncier.



Les femmes du Cercle REFLECT AMANI (C.R) de Kamanyola encadrées par PACIF, les femmes travaillent la terre au quotidien, mais toutes sont sans terre.

Ainsi trouvent-ils que la promotion de droits humains se dirige contre eux. C' est pourquoi ils opposent une résistance. Dans leur psychique cela n'est pas rationnelle. La rationalité d'une idée, d'une chose dépend, selon eux, de sa conformité à la coutume et aux pratiques locales. Face à cette résistance qui n'est pas farouche, PACIF a toujours privilégié la participation de chefs d'opinion locaux. Les paysans apprennent mieux des autres paysans. C'est pour cette raison que PACIF s'enracine au niveau local impliquant dans ses actions et projet les chefs coutumiers, les chefs religieux, les membres actifs d'autres organisations de la société civile, les jeunes garçons et filles et femmes, les agents de l'administration publique...C'est pour cela que plusieurs rencontrent avec tous les bénéficiaires et enquêtes ci haut énumérés ont été initiées depuis Novembre 2013 et c'est ici l'occasion de les remercier pour leur participation et engagement en faveur de l'aboutissement heureux de ces enquêtes. Contrairement aux idées reçues, PACIF est réconforté de leur engagement surtout en faveur de l'implication de femmes dans le débat relatif aux conflits intra et intercommunautaires.

La voix de champs réclame sécurité foncière au profit de la femme pour le soin de leur ménage et communauté.

Pour terminer, les femmes et les enfants continuent à exprimer leur besoin en aide alimentaire et nutritionnelles. Cependant, elles voudraient voire cette aide être accompagnée par des actions et autres activités relatifs aux fonciers et à l'accès aux ressources naturelles. « *C'est vrai que sans votre assistance en éléments nutritifs nous et nos enfants nous serions déjà mort. Car le déficit alimentaire et nutritionnel dont nous souffrions nous affaiblissait jusqu'à nous rendre inaptes au travail de champs car nous tombions souvent malade. Merci, cependant nous ne savons pas nous satisfaire de la charité. Pour que les actions de PACIF continuent et pour que vous ne vous fatiguez pas de nous, plaidez aussi pour l'accès de femmes et de la jeune fille à la terre et la protection de l'héritage des plus jeunes* » disait une femme en pleine activité collective dans le champ.



L'insécurité alimentaire, la faim, la malnutrition et l'ignorance des lois sont les conséquences de la pauvreté dont elles sont la manifestation. Pour vaincre la faim et la malnutrition il faut produire les aliments dont on a besoin et/ou pour connaître ses droits et

devoir il faut être éduqué, sensibilisés ou bénéficier de renforcement de capacité sur la thématique. Bref, faute de possibilité financière on ne saurait les acheter aux marchés qui, du reste, ne sont pas accessibles facilement. Pour produire, il faut avoir accès à la terre. Cet accès doit être sécurisé. La sécurisation foncière coûte extrêmement cher pour les populations rurales et surtout agricultrices. La grande peur qui est entrain de hanter la population paysanne de notre zone d'intervention et celle de la plaine de Ruzizi est de voir les citadins surtout ceux de la ville de Bukavu venir acquérir de terre. Les pauvres sont obligés d'aller cultiver à plusieurs kilomètres de leurs habitations ou d'aller vivre ailleurs. Cela est aussi source d'insécurité et de conflits.

3. ACTIVITES ECONOMIQUES

Les plus grandes activités économiques des cercles reflète dans nos zones d'intervention; sont l'élevage et l'agriculture. L'élevage pratiqué ne concerne que seulement celui des chèvres sous l'appui de A.A.I ; l'agriculture ne concerne que les champs propres appartenant aux membres des groupes. Les cultures les plus pratiquées sont les haricots ; les maïs ; manioc ; les tomates ; les oignons ; les choux ; les petits pois ; les sorgho ; les patates douces ; les paddy ; les arachides.... ; l'élevage le plus pratiqué est de chèvres ; porcs ; vaches ; volailles. Dans ce programme, l'agriculture et la pisciculture n'a pas été appuyés par AAI (Action Aid International); ce sont les initiatives privés des membres des C.R(Cercle de Reflect) notamment ceux des C.R Amani de Kamanyola et d'autres C.R. Maendeleo à Nyamutiri. Le plus grand problème que les membres des C.R éprouvent et le manque d'un vétérinaire du groupe et des produits vétérinaires pour le suivi sanitaire de leurs chèvres ; ceci est à la base de la mort de certaine chèvre.

Nous signalons ensuite que parmi les membres de cercle reflect 13 possédant les chèvres qui évoluent très bien ; mais en date du 6 mai de cette année 7 autres membres ont bénéficié chacun 1 chèvre sous l'appui de AAI par le canal de son partenaire PACIF ; et en date du 13 Mai de cette année 9 membres aussi du C.R Maendeleo en ont reçu chacun 1 chèvre.

4. RAPPOORT SUR LES ACTIVITES NUTRITIONNELLES :

Contexte

La RD Congo connaît depuis des années un climat politique sensible conjugué à la faiblesse d'infrastructures et de services de base. Ainsi, la population vit dans une grande pauvreté. D'après les données du PAH 2011, 59,2% de la population de la RD Congo vit avec moins d'un (1) dollars USD par jour. Parmi les personnes les plus touchées, les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables. Le taux de mortalité des enfants de moins de cinq ans est de 148 pour 1000. De même, le taux de malnutrition aigue globale est de 11,3%, le taux de malnutrition aigue sévère est de 2, 8% et de 2,5% avec œdèmes. L'Est de la RD Congo a connu les dernières décennies des événements politiques qui en ont fait une priorité humanitaire. Ainsi, la province du sud Kivu connaît, en son territoire, de nombreux combats entre factions armées. La province souffre de sa position géographique au sein de la région des Grands Lacs et d'un accès géographique difficile. Le maintien de des opérations militaires KIMIA II puis AMANI LEO, pousse la population à fuir. De nombreuses exactions, notamment des violences sexuelles, sont commises sur la population. D'un point de vue sanitaire, les centres de santé sont pillés et les épidémies s'étendent.

Au cœur de ces problématiques, la Zone de Santé de Shabunda Centre, dans le territoire administratif de Shabunda, voisine des Zones de Santé de Kalole, de Mulungu et de Lulingu, est située à environ 340Km de Bukavu, chef lieu du Sud Kivu. Elle fait partie du district sanitaire Ouest de la province du Sud Kivu. Elle compte 162616 habitants pour une superficie de 6550 Km² dont 30734 enfants de 0 à 5 ans (chiffres du dénombrement de Mars 2013, actualisé en 2014, DPS/SK). Le difficile accès physique (aérien essentiellement) à la Zone de Santé et à ses structures sanitaires se conjugue à la situation sanitaire précaire. Ainsi, l'accès de la population aux services de base est rendu difficile. Des sources récentes concordantes, la Zone de Santé compte 22071 ménages, 112014 personnes déplacées et 69414 personnes retournées (13753 ménages) lesquelles 34230 enfants de moins de cinq ans.





Les Nutritionnistes de PACIF en plein action dans les Aires de santé au service de la population dans la Zone de santé de Shabunda



CONCLUSION

Contraintes

- Par rapport au déroulement des activités nutritionnelles dans la Zone de Santé de Shabunda Centre, nous avons constaté que les activités connaîtront beaucoup de difficultés après notre désengagement compte tenu du coût élevé de transport d'intrant et la Zone de Santé n'a pas de moyen ni appui pour y faire face et la situation sécuritaire demeure précaire surtout au déplacement régulier de population entraînant une insécurité alimentaire.
- Les UNS n'ont pas été fonctionnels suite au manque des intrants PAM.

Leçons apprises

- **La prise en charge nutritionnelle** est d'autant plus nécessaire qu'il permet de répondre à l'amélioration de l'état nutritionnel de multitudes des enfants qui en souffrent. Malgré ces difficultés ci-haut évoquées, ce projet exécuter pendant 9 mois dans la Zone de Santé de Shabunda centre a répondu favorablement au paquet de la PCIMA comme prévu dans le Programme National de Nutrition. D'une manière générale, si tout le paquet de la PCIMA serait au complet, ce projet exécuté dans la Zone de Santé de Shabunda Centre allait couvrir plus de bénéficiaires que ceux atteints.

Activités futures

Une continuité des activités nutritionnelles dans la Zone de Santé de Shabunda Centre afin de répondre efficacement à la prévention et à la prise en charge de la malnutrition sous une approche préventive des soins de santé communautaire.

Remerciement

A travers ce projet qui nous a permis d'appuyer 6 structures sanitaires (UNTA), cela nous a permis d'intégrer les activités de la PCIMA dans ces centres de santé de la Zone de Santé de Shabunda Centre.

Il nous revient d'adresser notre profonde gratitude au partenaire Médecins d'Afrique « MDA » qui nous a apporté son appui financier pour la réalisation de ce projet.

Nous réitérons également nos remerciements au PRONANUT, UNICEF, Cluster Nutrition de la Province, La MONUSCO dans son appui pour le transport du personnel de PACIF afin de réaliser ses activités à Shabunda, Personnel PACIF, BCZS Shabunda ainsi qu'à toute la communauté de Shabunda pour une bonne collaboration dans la réalisation de ce projet.

Toutefois nous sollicitons aux autres partenaires intervenant dans protection de l'enfant, la nutrition et la sécurité alimentaire aussi que les hommes de bonne volonté d'appuyer les actions de PACIF pour combler les gaps qui restent et continuer de causer de mortalité aux

enfants dans cette zone de santé dont le mouvement de la population est toujours fréquent suite à l'insécurité de groupes armés FDLR et Raia Mutomboki. En principe la création d'emploi au jeunes par le Gouvernement Congolais en faveur des cette catégorie serait un salut pour mettre fin à l'insécurité dans le territoire de Shabunda.

5. ACTIVITES SUR LES DROITS HUMAINS DANS NOTRE ZONE D'INTERVENTION

PROGRAMME DES DROITS HUMAINS ET PROTECTION DE L'ENFANT

Tout au long de l'exercice 2014, il s'est avéré que nos activités de terrain se rapportant sur les droits humains et la protection de l'enfance restent et continuent d'être plus effectives car notre pays la R D Congo venait de connaître des progrès importants pendant ces dernières années malgré la politique de la mauvaise gouvernance.

« Un enfant s'entend de tout être humain de moins de dix-huit ans, sauf si la majorité est atteinte plus tôt en vertu de la législation qui lui est applicable » « convention relative aux droits de l'enfant, article 1^{er} ».

Dans la société congolaise, l'enfant est considéré comme une créature sacrée à qui l'on réserve une cérémonie particulière dès sa naissance.

Actuellement, les ambitions politiques qui animent la plupart des politiciens congolais qui ne servent que leurs intérêts au lieu de ceux de la communauté exposent les enfants à la mort. Les enfants sont victimes le plus souvent des mines anti personnels, de violence sexuelles, de la malnutrition, de recrutement dans les forces et groupes armés, envoi sur les premières lignes de front sur le champ de bataille ; ils sont même utilisés dans des manifestations politiques comme bouclier humain.

En famille, les enfants ont cessé de retrouver leurs droits bafoués par les parents à cause de la pauvreté, de la situation de guerres imposée à notre pays et qui ont détruit les infrastructures inhérentes aux droits de l'enfant. Ils ne sont ni scolarisés, ni soignés, ni nourris à sa faim, ni vêtus comme c'est prôner aux articles 24 et 28 relative au droit de l'enfant.

De sa part, l'enfant se révolte contre cette situation, il se livre à la délinquance juvénile, à la prostitution, à la drogue, au vol, au banditisme, à errer dans la rue, sur le marché et voie publique en quémendant la charité à tout passant sur les place publiques.

A l'école l'enfant devient une source d'exploitation des enseignants sous toutes formes d'exploitation suite à la démission de l'Etat congolais qui ne paye pas bien les enseignants jusqu'à ce que les enseignants aux perdus les consciences professionnels. Toute cette charge incombe aux pauvres parents dépouillés de toutes leurs avoirs par les conflits armés dans notre pays.

A cet effet, les taux de scolarité diminue à une vitesse vertigineuse, le nombre des enfants de la rue s'accroît davantage, la malnutrition y élit domicile, la délinquance juvénile y bas son plein ; l'enfant se défoule en s'enrôlant dans les groupes et forces armés sans aucun objectif, la violation sexuelle est à la mode et impunie.

C'est ainsi que l'enfant congolais en générale et celui de notre zone d'intervention en particulier ne jouit point de son droit vivant dans l'ignorance de ses droits et son développement est automatiquement freiné.

Notre souhait comme organisation PACIF est de trouver un appui financier en vue de mettre en place une structure de parlement d'enfants qui sera chargé de présenter les doléances des enfants auprès des institutions nationales et/ou internationales de qui s'occuperont de défendre les causes des enfants

MENECE DES ACTEURS DES DROITS HUMAINS

Au cours de cette période, les défenseurs des droits humains ont été les cible des plusieurs agressions et à des actes d'intimidation, à des menaces de mort et des arrestations, de la

part des groupes armés nationaux et étrangers ainsi que de la part de personnes armées non autrement identifiées.

Un acteur des droits humains de Mutarule, œuvrant dans les activités de la protection de l'enfance à Mutarule, surtout pour le non utilisation des enfants dans les groupes armés et dans les forces armées du gouvernement « FARDC », reçoit des menaces de mort par des appels téléphoniques anonymes.

Nous sollicitons l'intervention des organisations nationales et internationales œuvrant dans la protection des défenseurs des droits humains de venir en aide à nos animateurs et moniteurs œuvrant dans les villages.

Nous pensons et dire que les partenaires internationaux de la R D Congo n'ont jamais vu de près la vie que mènent les paysans congolais dans les villages ; une vie de pauvreté, misérable et d'insécurité. Dans les campagnes, les paysans n'ont pas de quoi à faire scolariser les enfants, s'habiller et manger dignement et ont un problème de logement. Il est bon de dire que parmi les politiciens aussi bien de la majorité que de l'opposition, combien ont déjà écouté les avis de la population en vue de trouver une solution ou même résoudre à temps les problèmes que connaît la population pour qu'une solution salubre en faveur de paysans puisse être trouvée pour une vie meilleure !

VIOLATIONS DES LIBERTÉ et DROITS DE L'HOMME AU FIL DES JOURS

-En date du 17 janvier 2014 à Kahanda 2 femmes dont une fille et sa mère plus deux hommes ont été tués par des hommes en tenue militaire non autrement identifiés

- En date du 21 janvier 2014 à Kahanda pendant la journée au moment que les gens se trouvaient aux champs, 21 maisons incendiées et des coups de balles vers 14 heures se sont fait entendre pour faire fuir la population en vue de piller le village.

- Monsieur BIDAGA Octavien rescapé de justesse de tueries janvier 2014 à Kahanda proche de sa concession abritant une ferme moderne sur l'axe Bwegera – Lemera, Monsieur BIDAGA du fait qu'il ne pas originaire du milieu sera une fois de plus la plus victime de conflits tribalo-ethnique qui déchire la communauté du territoire d'Uvira en générale la Plaine de la Ruzizi en particulier.

- Dans la nuit du 3 au 4 juin 2014 à 20 heures à KITEMESHO / Plaine de la Ruzizi, une femme âgée de 47 ans a été tuée par balles dans sa maison par des hommes non autrement identifiés.

- Dans la nuit du 5 au 6 juin 2014 dans la localité de Lubarika/Gombaniro, une maison en paille a été brûlée par des inciviques. Deux hommes civils présumés auteurs ont été arrêtés au Sous commissariat de la Police nationale congolaise et libérés deux jours après sans interpellé le propriétaire de la maison.

- Dans la nuit du 06 au 7 juin 2014 à partir de 23 heures jusqu'à 2 heures du matin, à MUTARULE des hommes armés apparentés aux combattants FNL en connivence avec les jeunes burundais soupçonnés des IMBONERAKURE selon le rescapés ont attaqué la population en pleine sommeil à Mutarule, les chrétiens de l'église de la 8e CEPAC à la veille de prière de pâque en assemblée ecclésiastique, les patients du Centre santé de la 8ème Cepac de Mutarule à la recherche du défenseur des droits humains Monsieur AKILI BIGAYA, ou ils ont tué 34 personnes. Le nombre des victimes identifiées est de 34 personnes civils tués, dont les hommes, 1 bébé, femmes et 1 militaire, et de 25 blessés par balles et 19 maisons incendiées. Certaines victimes ont été tuées par balles et d'autres brûlées vives dans leurs maisons .MUTARULE devenu village fantôme car toute la population a fuit le village et s'est réfugié vers Sange, Luvungi, Kiliba et Uvira pour leur sécurité.

- Dans la journée du 8 juin 2014, à KAHANDA/Moyens plateaux de Lemera, 3 hommes et 4 femmes qui venaient des champs sont tombés dans l'embuscade d'hommes armés qui les ont froidement abattus et ont dépouillé deux d'entre eux de téléphones portables par manque d'argent.

- En date du 15 juin 2014, deux défenseurs des droits humains de MUTARULE ont reçu des menaces de morts. Des personnes civiles qui venaient des champs se sont rencontrées avec une dizaine d'hommes apparentés aux FNL qui les ont envoyés dire à ces deux défenseurs que leur mort est prochaine.
- Dans la journée du 20 juin 2014, à KALINDA, des agents ou animateurs de l'association paysanne (APA) de Lubarika, de retour d'une mission de monitoring sur les violations des droits de l'homme, sont tombés dans l'embuscade d'hommes armés apparentés aux combattants Hutus rwandais FDLR, qui les ont fortement tabassés et ont déchiré leurs carnets bloc notes.
- En date du 21 juin 2014 à KAGABWE, de chefs d'établissements des écoles secondaires de hauts plateaux d'Uvira, qui venaient avec les élèves pour participer aux examens d'Etat au Centre de Lemera, sont tombés dans l'embuscade d'hommes armés non autrement identifiés, qui les ont fortement tabassés et les ont dépouillés de l'argent et tout les documents.
- Dans la nuit du 25 au 26 juin 2014 à KITEMESHO/Plaine de la Ruzizi vers 20 heures, un pasteur de la 8e CEPAC a été attaqué dans sa maison par des hommes armés apparentés aux FNL. Grâce à l'intervention des militaires FARDC qui ont échangé des tirs d'armes à feu avec ces assaillants, la victime a été sauvée.
- En date du 27 au 28 juin 2014, vers 21 heures, des hommes armés ont attaqué le village de BWEGERA : des tirs de balles d'armes à feu se sont entendus pendant cette nuit ; une femme civile de la communauté banyamulenge ciblée a reçu un coup tiré à bout portant par ces assaillants aux Mai-mai.
- Dans la nuit du 27 au 28 juin 2014 à RUBANGA, sur l'avenue Narunanga, beaucoup de tirs d'armes à feu légères se sont entendues ; le matin du 28 juin, la population civile a su que c'étaient des jeunes civils qui tiraient sur des personnes qu'ils ont suspectées être des ennemis et qui ont pris fuite.
- La journée du 29 juin 2014 à KATALA sur la route Luvungi vers Lubarika, des civils venant de Luvungi sont tombés dans l'embuscade d'hommes armés non autrement identifié, qui les ont fortement tabassés et dépouillés de l'argent.
- Dans la soirée du 30 juin 2014 à KIGUSHU, des civils venant du marché de Rubanga/Lemera vers les hauts plateaux sont tombés dans l'embuscade d'hommes armés apparentés aux Mai-mai qui les ont dépouillés de l'argent et de téléphones.
- Pendant la journée du 2 juillet 2014 à MUTARULE, des hommes armés non autrement identifiés ont emporté cinq vaches d'un civil de la communauté Banyamulenge.
- Dans la journée du 17 juillet 2014 à Kahanda/Moyen plateau de Lemera, des personnes civiles qui revenaient de leurs champs sont tombées dans l'embuscade d'hommes armés de groupes FNL; qui les ont fortement tabassés par manque d'argent.
- Dans la soirée du 25 juillet 2014 à Kakumba, des personnes civiles sont tombées dans l'embuscade d'hommes armés non autrement identifiés qui revenaient du marché de Rubuye des moyens plateaux de Lubarika qui se fait chaque vendredi. Les victimes ont été fortement tabassées par ces malfaiteurs, qui leur ont ravi de l'argent et d'autres biens de grande valeur.

6. ACTIVITES ENVIRONNEMENTALES TOUCHANT LA SECURITE ALIMENTAIRE

Le présent rapport est élaboré pour essayer de dégager une lumière sur la situation catastrophique qui s'est produite à Kamanyola en date du 30/12/2014 suite à une pluie qui s'y est abattue.

SITUATION GEOGRAPHIQUE

Le groupement de Kamanyola chef lieu du même nom, territoire de Walungu, Province du Sud-Kivu, selon sa situation géographique au nord est en limite avec la République du

Rwanda, à l'Est avec la République du Burundi, au Sud dépend économiquement par le territoire de d'Uvira, au Nord-Ouest avec le groupement de Karhongo/Nyangezi.

RAPPORT PROPRESMENT DIT

Comme signaler dans l'introduction du dit rapport, en date du 29/12/2014 vers 19h32 à Kamanyola la pluie violente enfermée dans le moyen plateau de Kalunga, village surplombant le groupement de Kamanyola s'est observé pour la première fois, cette situation catastrophique dans l'histoire de ce groupement de KAMANYOLA.

Au vu de tout le monde cette dernière est parvenue de causer beaucoup de dégâts tant humains que matériel pendant la nuit au moment de cette pluie. Dans la matinée du 30/12/2014 toute la population s'est rendue compte que cette pluie a provoquée la descente rapide et inattendue d'une petite rivière appelée communément «NYAMURABA» jusqu'à Kamanyola. La population a constatée que dans les 4 localités plusieurs dégâts sur les vies de la population s'est observés dont nous citons: MIGINA, KABOYA, KAYANGE et IROHERO ont été endommagées.



Voici le passage normal et habituel des eaux de pluie



Les quartiers endommagés et des maisons emportées

Les dégâts enregistrés dans ces localités sont repartis de la manière suivante:

Deux cas de décès ont été enregistrés et les voici:

- Une fille âgée de 6 ans répondant au nom de IRENE ;
- Un garçon de 17 ans répondant au nom de DAMIER.

Mais aussi 3 personnes de la famille BASHAMBALA KAJUCHI blessées et présentement restent hospitalisées au centre de sante de Kamanyola. Autre cas est celui de M'CHIRANGANE domiciliée à Kamanyola de 34 ans d'âge qui a été également blessée et ramassée dans l'eau stagnante et ramener à l'hôpital Saint Joseph de Kamanyola pour des soins appropriés.



Ce paquet des pierres ainsi de la boue qui ont servi d'un arrêt pour un cadavre ramasser

Dégâts matériel

Dans un premier temps, selon le constat effectué, il a été remarqué que 252 maisons en matériaux durable et semi durable ont été endommagées.



Voici les maisons des pauvres villageois détruites et emportées



Plus de 252 maisons ont été détruite

Dans le même constant il y a lieu de signaler que les installations d'adduction et de distribution d'eau potable de Kamanyola Appuyer par une association locale dénommée ACEPKA ont été endommagé.

Depuis ce jour du déroulement de ce catastrophe jusqu'à cette date d'élaboration de ce rapport que la population de Kamanyola se bouscule pour puiser de l'eau potable qui traîne dans des filtres en attendant la réparation des lignes de distribution.

Cette insuffisance d'eau potable risque de provoquer la maladie hydrique dans cette partie du groupement de Kamanyola et ses environs.

Il est a noter que, les champs des certaines personnes vulnérables de localités de KABOYA et ceux de NYAMANZI du Groupement de Kamanyola qui été au stade de récolte ont été ensevelis et emportés par la boue causée par cette pluie violente dont la destruction de 250 champs de manioc, maïs, haricot et autres cultures vivrières ont été enregistré. Vous trouverez que cette situation non négligeable risque de plonger la population dans l'insécurité alimentaire qui pourrait provoquer en suite la malnutrition dans cette partie de la zone de santé de NYANGEZI. D'où un SOS est lancé auprès de l'Etat Congolais et au Organisation Internationales et hommes de bonne volontés pour une assistance en semence, vivres et outils aratoires a cette population sinistrés.



Le champ de maïs et haricot enseveli par la boue



Un champ de maïs et haricot sans plus espoir d'avoir une récolte

7. RECOMMANDATION

Les recommandations ne sont pas nombreuses mais humanitaires, il serait souhaitable que:

- Un SOS soit lancé aux Organisations Nationales qu'Internationales et hommes de bonne volonté d'envisager une assistance pour les 252 ménages victimes de cette catastrophe et venir en aide pour ceux là qui ont perdu les leurs ;
- Venir en aide aux propriétaires des 250 champs emportés et ensevelis par la boue pour éviter une crise alimentaire a ce pauvres cultivateurs ;
- Envisager un appui pour un projet d'agroforesterie et de reboisement de colline dénuder dans le groupement de KAMANYOLA, afin d'éviter une nouvelle catastrophe dans l'avenir.

8. CONCLUSION ET ACTION A MENER

Eu égard de ce qui précède, PACIF devra entrer en contact avec les organisations internationales aux bailleurs de fonds et aux hommes de bonne volonté en vue de trouver les soutiens financier et conseils aux actions de PACIF en générale en faveur de son cible dans sa zone d'intervention ; aux humanitaires et hommes de bonne volonté de s'investir dans la recherche de la solution urgente de cette situation catastrophique qui est la première dans le groupement de KAMANYOLA.

De trouver un financement pour la mise en place d'un projet d'agroforesterie et de reboisement des collines surplombent le Groupement de Kamanyola pour protéger le centre de Kamanyola en vue d'éviter une nouvelle catastrophe qui peut surgir dans cette partie du Pays à l'avenir.

La distribution des vivres, semences et outils aratoires aux victimes des derniers événements de pluie car la liste de victimes est en disponible au bureau de PACIF asbl.

9. PERSPECTIVES D'AVENIR

Comme les bénéficiaires directs et indirects de nos actions restent les femmes et les enfants vulnérables, victime de confits armés et de la discrimination da la société, nous projetons pour l'an 2015 nos activités sur les approches ci-après :

- La Défense de Droits Humains en général et ce lui de la femme et de l'enfant en particulier la santé nutrition et la sécurité alimentaire notre chevale de batail;
- L'assistance aux victimes des effets de la marginalisation dans la société, des effets des conflits armés, la malnutrition, les victimes de violence sexuel, des opprimés, les victimes d'abus et de violation de leurs droits humains, les mariages précoce des enfants, et la détraumatisation et l'accès de la femme a la terre ;
- Le renforcement de capacités des acteurs de la communauté sur la surveillance et rapportage de cas de violation de droits humains (femmes et enfants) sur la participation citoyenne ;
- Promouvoir le partenariat Nord-Sud et le travail en synergie avec d'autres acteurs locaux, nationaux et internationaux ;
- La promotion de la culture démocratique sur tous les niveaux.

Notre objectif est de nous mettre en marche pars des contact avec les organisation internationaux en vue de trouver les bailleurs et hommes de bonne volonté les acteurs de jumelages pour un appui pouvant nous permettre d'évoluer en faveur de notre cible en vue de mettre en pratique les souhaits dont nous projetons dans notre plan d'action.

10. CONCLUSION GENERALE

Malgré les différentes difficultés aux quelles nous nous sommes butés, au cours de l'exercice 2014, nos activités ont apporté un impact positifs sur le vécu quotidien de notre cible et nous espérons faire mieux l'année 2015 en faveur de cette catégorie sociale vulnérable avec l'appui conseil et financier des nos partenaires et des hommes de bonne volontés qui pourrons nous aidés d'une manière ou d'un autre pour pérenniser les actions de PACIF dans la communauté.

Fait à Uvira 07 Mars 2015
Pour PACIF

Patrice MIHIGO RWANDIKA
Coordinateur